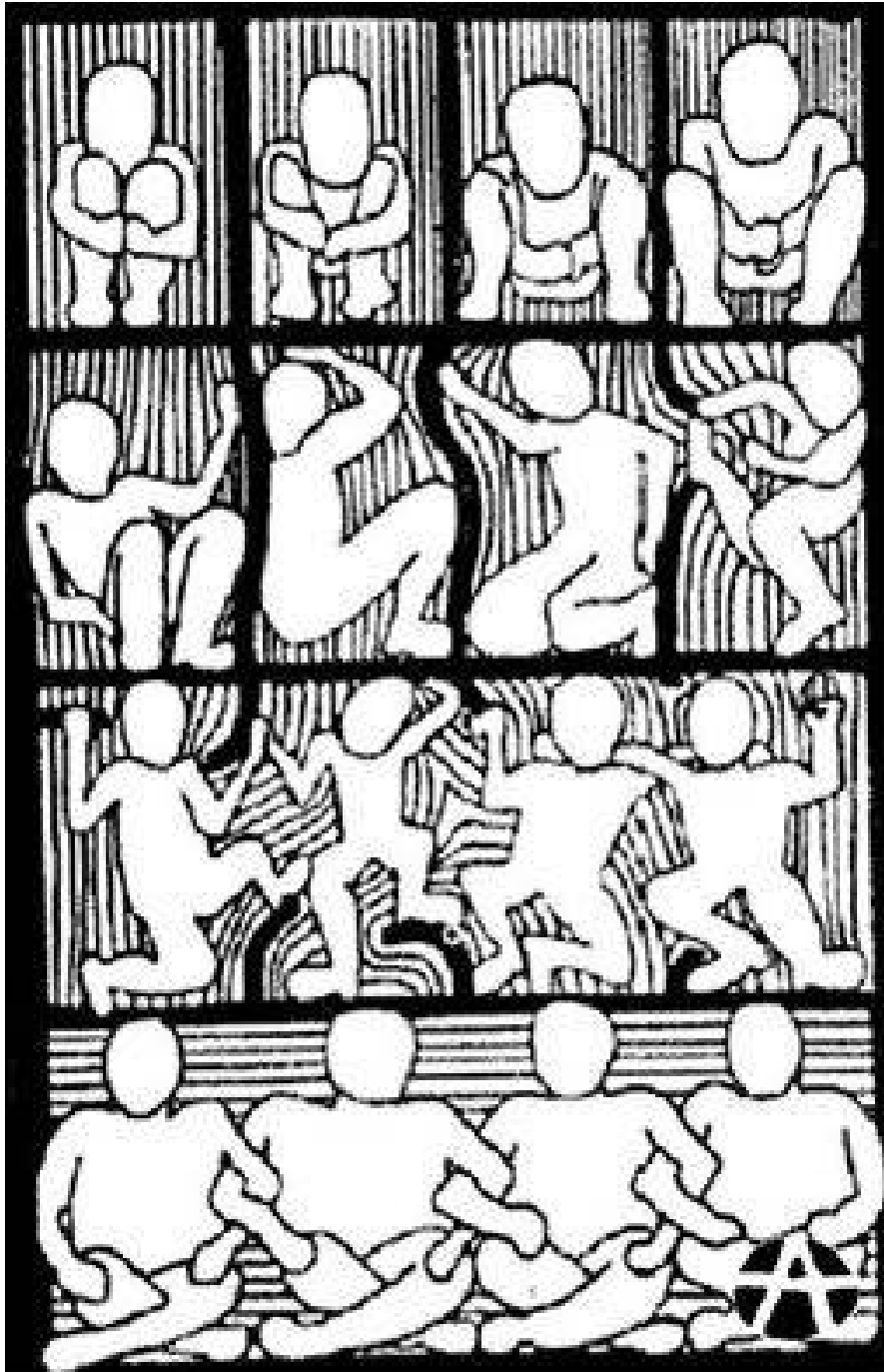


Des Nouvelles de Pologne

Mai à août 2016



Arrestations de 3 anarchistes à Varsovie

Nouvelle loi anti-terroriste

Les jardins ouvriers squattés menacés d'expulsion

3 anarchistes accusés de tentative d'incendie volontaire sur une voiture de police – Varsovie



Ils se trouvent en prison préventive dans l'attente de leur procès pour une durée de trois à six mois, et risquent jusqu'à 8 ans de prison ferme. Les camarades nient leur implication dans cette affaire; l'un d'eux a été sérieusement passé à tabac par les forces de police.

L'État polonais a parlé de terroristes -comme on pouvait s'y attendre de la part de dispositifs autoritaires cherchant à maintenir leur pouvoir- et a soumis nos camarades à un lynchage public par les médias - et a profité du climat de peur créé pour faire passer une nouvelle loi anti-terroriste, avec comme finalité une augmentation de la répression et de la surveillance. Cette affaire a éclaté tout à fait par hasard quelques jours avant que ne soit débattue cette nouvelle loi baptisée loi anti-terroriste. La loi ne prévoit ni plus ni moins que le contrôle total et la surveillance généralisée de la société.

Dans leur tentative d'imposer la doctrine de "l'ordre et la sécurité", la police a occupé deux fois déjà les Radykalne Ogrody Działkowe (ROD - Radical Allotment Gardens/Les jardins ouvriers radicaux) le 23 mai et le 2 juin, fouillé l'endroit, perquisitionné le logement de plusieurs camarades, contrôlé les identités des personnes présentes. Le projet de loi anti-terroriste polonais a été publié par le ministère de l'intérieur et de l'administration le 21 avril 2016. La loi contient des mesures qui ne sont solubles ni dans la constitution polonaise ni dans la convention européenne des droits de l'homme. En effet, la discrimination des étrangers (inclus les autres nationalités de l'Union européenne) constitue la pierre angulaire du projet. Sans prêter attention aux critiques aussi bien à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur, le gouvernement avait prévu de faire passer la loi en force le 1 juin 2016. Finalement le gouvernement l'a fait passer de manière forcée le 10 juin 2016.

Le gouvernement polonais soutient que cette nouvelle loi anti-terroriste est nécessaire pour améliorer la coordination des agences de renseignements et préparer de potentiels accords dans le cadre du sommet de l'OTAN (juillet 2016) et les journées mondiales de la jeunesse (juin 2016). Si la nécessité d'amélioration des services de renseignements, la bonne coordination entre les différentes agences et la mise en place de mécanismes efficaces dans ce but paraissent raisonnables, la loi va beaucoup plus loin en terme de réductions des droits fondamentaux, et particulièrement lorsque l'on parle de réduire ces droits pour les étrangers résidents ou de passage dans le pays. Le gouvernement peine à expliquer comment de telles mesures -qui ciblent non seulement des terroristes potentiels mais tous les étrangers ou utilisateurs de certaines technologies- sont supposées améliorer la sécurité publique.

La nouvelle loi anti-terroriste inclue :

1. Limitation du droit de réunion :

Du fait de la définition peu claire de l'acte terroriste ou de la menace terroriste, elle va permettre de mettre en place des procédures spéciales dans tout le pays, le gouvernement y gagne un outil puissant pour contrôler les protestations publiques. Par exemple, en 2012, certains sites web gouvernementaux avaient été piratés dans le cadre de mobilisations contre l'ACTA, ce qui peut constituer un acte illégal contre la sécurité publique. La nouvelle loi anti-terroriste considère désormais cette forme de protestation sociale et citoyenne comme un acte de terreur et si elle avait été disponible à ce moment là, il aurait été possible d'interdire toute protestation.



2. Limitation de la liberté des télécommunications :

La loi prévoit l'obligation d'associer toutes les cartes de téléphonie mobile pré-payées (avec une pièce d'identité). Cette mesure sera peu efficace dans la lutte contre les actions criminelles, car il est facile pour une personne déterminée de contourner l'obligation (et en particulier en venant de l'étranger). Par contre cette mesure limite le droit des journalistes qui veulent protéger leurs sources, ou les citoyens, qui ont des raisons légitimes de protéger leur vie privée.

3. Accès illimité aux bases de données publiques pour les agences de sécurité intérieure :

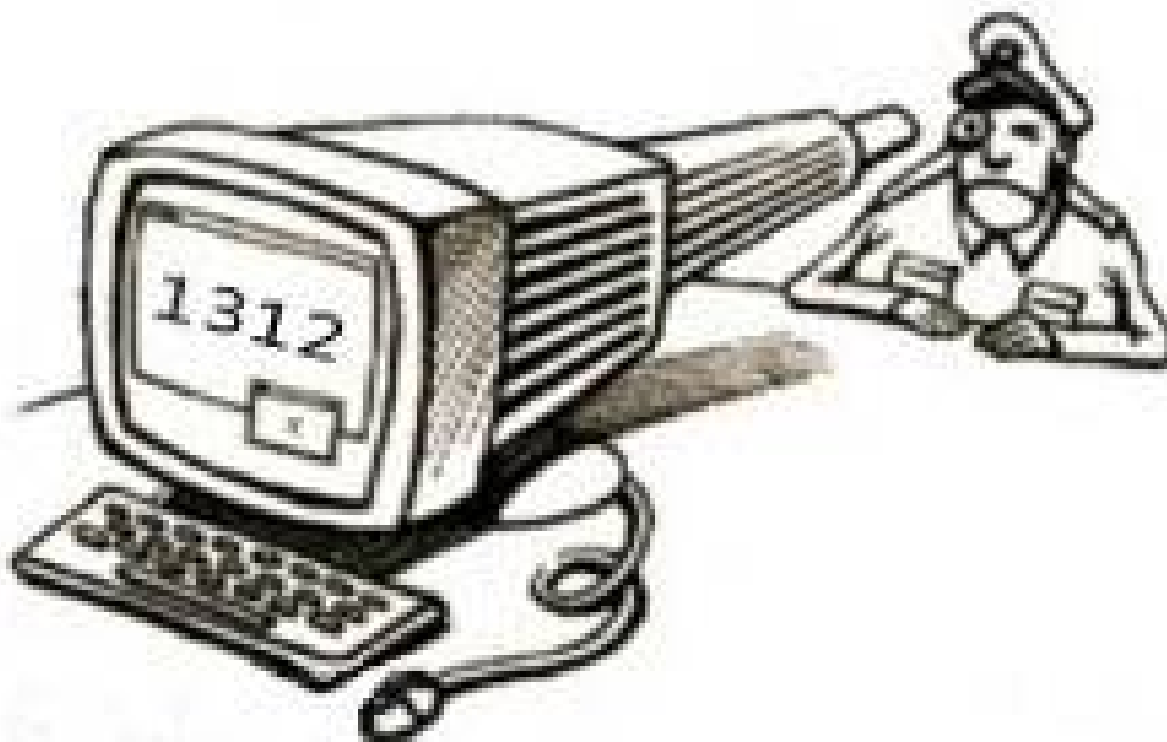
Dans le cadre de la loi, les agences de sécurité intérieure gagnent un droit illimité d'accès aux bases de données des agences publiques, des registres municipaux ou des fichiers d'empreintes de la police, sans aucun dispositif de contrôle.

4. Tous les étrangers deviennent suspects :

Le régime actuel de protection des libertés dont bénéficient les étrangers soumis aux lois polonaises sont considérablement revus à la baisse. Leur téléphone peut être mis sur écoute sans même la décision d'un juge et la police peut effectuer une vérification d'identité par prise d'empreinte à tout moment. Dans un pays relativement homogène au niveau ethnique comme la Pologne, cela crée un grand risque de discrimination au faciès, de discrimination basée sur la nationalité ou l'appartenance ethnique. Même si ces mesures semblent cibler les étrangers, tout le monde sera touché car toute communication avec une personne suspecte vous met au même niveau zéro de libertés que celle-ci.

5. Internet peut être bloqué sur demande des services de sécurité intérieure :

Il est prévu de pouvoir bloquer immédiatement l'accès à internet sur demande du chef des services de sécurité intérieure. C'est seulement après 5 jours, qu'une cour est censée vérifier si le blocage reste, ou bien était justifié. Des personnes qui cherchent des instructions sur comment créer du matériel explosif (souvent bien difficiles à trouver pour le grand public) les trouveront de toute façon, et les outils pour filtrer ce type de contenu pourra être -et sera probablement- utilisé pour bloquer l'accès à d'autres types de contenus. En plus de son caractère très controversé et injustifié, cette partie de la législation a été adoptée sans aucun type de consultation citoyenne et a laissé au parlement moins d'un mois avant de l'adopter, ce qui n'a évidemment pas permis un débat public raisonnable.



Sur les 3 anarchistes arrêtés à Varsovie

Dans la nuit du 23 mai 2016, la police arrête trois anarchistes avec l'accusation d'une tentative d'incendie d'une voiture de police. Les trois sont transférés en prison, où ils devront rester durant les trois mois prochains, en attendant le procès. Ils risquent jusqu'à 8 ans de prison. Les médias ont beaucoup parlé du cas, avec des hauts politiciens et «experts» en terrorisme, dans les transmissions télévisées des jours passés. Les photos et les vidéos des personnes arrêtées qui marchent avec les chaînes aux poignets et aux chevilles ont été retransmises même dans les transports publics. Le texte ci-dessous est la traduction du communiqué envoyé par quelques groupes anarchistes et pour la justice sociale en général en Pologne, en réponse aux arrestations.

Lettre ouverte à propos des arrestations des trois anarchistes à Varsovie

Les médias en Pologne publient de plus en plus de nouvelles absurdes et des reportages unilatéraux sur les arrestations des trois anarchistes survenus lundi 23 mai. Nous interprétons cela comme une tentative d'intimider et de criminaliser les mouvements pour la justice sociale en Pologne.

Pendant que nous écrivons, les autorités polonaises poussent à la soi-disant «loi contre le terrorisme» qui entrera en vigueur le 1er juin. Ce n'est pas une coïncidence si, à l'approche de cette date, les médias et les politiciens tentent désespérément de construire une réalité où cette nouvelle loi soit absolument nécessaire.

Sans aucun doute, l'analyse minutieuse de l'opération de la police qui neutralise la soi-disant attaque incendiaire contre un de leur véhicule la nuit du 23 mai est complètement en contraste avec le silence des médias sur les plus récents événements qui contrastent l'image de la «police-héros».

Il y a quelques jours, la police de Wrocław a assassiné Igor S., un homme désarmé. Igor a été brutalement battu à mort pendant qu'il était détenu dans une station de police. Dans ce cas il est difficile de trouver trace de légitime indignation de la part des politiciens, des médias, de la police et des experts en terrorisme.



Les journalistes préfèrent pointer leur cible critique d'un autre côté quand il s'agit de brutalité policière.

Cependant, les morts par main de la police sont seulement la pointe de l'iceberg : extorsions, passages à tabac et protection extra-législative des intéressés du pouvoir, sont le pain quotidien en Pologne. Chaque année, des 16.000 plaintes contre la police, seules 5 % sont prises en considération, pendant que le reste est tout simplement ignoré. Grâce aux omissions et partialités de la part des médias, la police n'a pas peur des répercussions. Il est vrai d'affirmer que les gens sont officiellement découragés de dénoncer les abus car ils savent bien que ça n'aura aucun effet. La vérité est que seules les grandes protestations et perturbations sociales sont en mesure de prévenir la violence de la police silencieusement cachée sous le tapis...

Nous devons prendre le tout en considération, car les médias ne perdront pas une opportunité de niveler le chemin de la grande expansion de l'autorité de la police et réduire encore plus le contrôle public sur les activités des susdits corps de répression.

Aujourd'hui, la peur de cette soit-disant tentative manquée de brûler une voiture de police, crée le consensus nécessaire pour faire passer une loi sévère qui permettra le contrôle sans limite, une base de données de tous les suspects de terrorisme, une politique de «tirer-pour-tuer», la loi martiale, une limitation des droits en ce qui concerne la protestation publique et enfin l'élaboration des profils des migrants, surtout ceux Musulmans.

Cette loi permettra la violence policière sans limite et contre tous. Aujourd'hui les journalistes irresponsables se servent du sensationnalisme associé à la «peur» afin de persuader les personnes qui ne sont pas encore convaincues : cependant, certaines tendances politiques officielles en Pologne expriment des doutes sur la nouvelle loi contre le terrorisme.

Le mouvement anarchiste en Pologne est actif parmi les groupes des ouvriers, des locataires, dans la lutte pour l'environnement, l'antiracisme et la prise des terres. En outre il travaille sans compromis pour la justice sociale et contre l'oppression par le commerce et l'élite politique. Le manque de contrôle public sur les forces de police a porté à l'approbation de la brutalité sans contrôle de la part de la police, contre les personnes qui s'opposent à la violence systématique dans divers secteurs. Synthétiquement l'atmosphère de «chasse aux sorcières» de tout le mouvement anarchiste sert pour construire l'approbation de la répression et le contrôle des communautés qui luttent contre les groupes d'intérêts plus influents dans le pays.

Aujourd'hui, entre les reconstitutions des médias de cette soi-disant tentative d'incendie, le profil psychologique des présumés terroristes et les communiqués de presse, nous relevons avec grande indignation le manque total de réaction devant la répression des personnes qui luttent pour notre cause.

Quand l'activiste locataire Jolanta Brezeska, qui vivait à 50 mètres d'une station de police, fut persécutée plusieurs fois et à la fin assassinée en mars 2011, nous n'avons pas pu compter sur la même indignation par l'élite politique. Il n'y eut aucun débat à la télévision, aucune opinion des «experts», aucune reconstruction détaillée depuis l'instant où elle fut kidnappée

et ensuite brûlée vive, comme une sorcière. Il ne fut fait aucun profil psychologique des spéculateurs immobiliers qui l'ont poursuivie ; il n'y eut jamais aucun suspect d'homicide volontaire. Il va sans dire que, lorsque les attaques sont contre les personnes qui luttent pour la justice sociale, l'opinion publique ne prête aucune attention sur eux.



Au contraire, une tempête médiatique se déchaîne sur une tentative d'incendie qui n'a jamais été réalisée. Ils parlent des anarchistes arrêtés comme s'ils étaient des terroristes.

Cela sert à renforcer l'acceptation sociale de la violence physique et psychologique contre eux pendant qu'ils sont détenus. Leur état de santé et leur apparence physique témoignent pendant qu'ils ont été torturés, et ce avec impunité.

À nos amis et compagnons : résistons à la peur divulguée par la police et les médias. Les «bonnes» autorités, préoccupées pour notre sécurité, sont une illusion. Demande-toi : à qui sera bénéfique ce genre d'écriture dans l'histoire ? Ce genre d'histoire manipulée nous laisse-t-elle la possibilité de croire en un procès juste ?

Nous ne nous laisserons pas intimider et nous n'arrêterons pas nos luttes pour la justice sociale ; quel que soit l'état policier dans lequel nous vivons.

Aux médias : tant que vous n'aurez pas le courage de condamner de nombreuses années de violence de la police, soutenue par un excès de privilèges et par l'appareil d'état, votre jugement sur les prisonniers anarchistes et votre campagne contre le mouvement anarchiste tout entier servira seulement à révéler ces profonds préjugés.

Il n'y a pas -et il n'y aura jamais- aucune autorité, entreprise ou église derrière ce mouvement. Notre histoire est faite de milliers de ces luttes sociales, desquelles beaucoup d'entre vous ont trop peur de parler.

Notre histoire survivra à toute répression.

Nous restons solidaire avec tous les détenus et nous faisons appel à tout le monde à en faire autant.

Assez des états fondés sur la peur et la violence de la police !

Kolektyw Syrena (Collectif Syrena),

Warszawskie Stowarzyszenie Lokatorów (Association des locataires de Varsovie),

Kolektyw Przychodnia (Collectif Przychodnia),

Ruch Sprawiedliwości Społecznej (Groupe de Justice Sociale),

Kancelaria Sprawiedliwości Społecznej (Laboratoire de Justice Sociale),

Warszawska Federacja Anarchistyczna (Fédération Anarchiste Varsovie),

Jedzenie Zamiast Bomb – sekcja Warszawa (Food Not Bombs – section de Varsovie),

Antyfaszystowska Warszawa (Antifasciste Varsovie),

ROD Kolektyw (The Radical Allotment Gardens Collective, Collectif des Jardins Urbains Radicaux),

Codziennik Feministyczny (Journal Féministe),

161 Crew,

Antyfaszystowski Konin

(Antifasciste Konin),

No Borders Warszawa, (No Borders Varsovie)

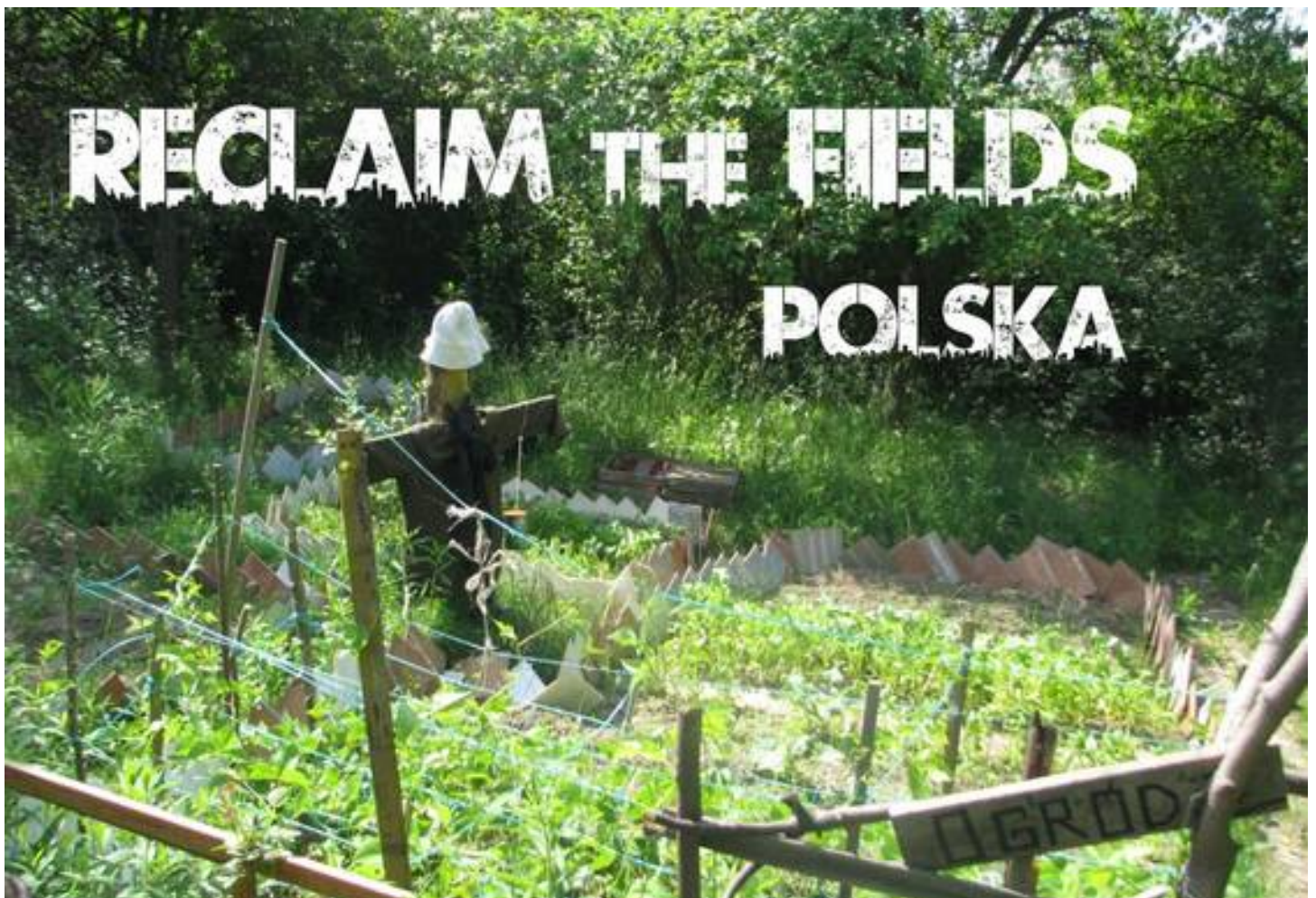
Stowarzyszenie Wolne Konopie

(Association Free Cannabis)



À propos de ROD, Collectif de Jardins Squattés

ROD est le nom d'un projet de jardins communautaires à Varsovie, en Pologne, porté par un collectif proche du réseau européen Reclaim the Fields. RTF lutte contre la privatisation de la terre, le "land-grabbing" et contre la commercialisation des ressources. ROD utilise l'espace d'anciens jardins ouvriers pour produire des aliments de qualité, expérimenter dans les domaines de l'énergie et des technologies durables. Le collectif est organisé horizontalement. Il est ouvert à tou_te_s et a à coeur de rendre accessibles savoirs et compétences.



Communiqué des jardinièr.e.s de ROD à propos des événements du 23 mai 2016

La police est arrivée entre 4h et 4h20. Elle est entrée sur le terrain de ROD vers 4h30. Ils ont coupé la chaîne fermant la porte avec un coupe-boulon. Six officiers en civils sont entrés dans les maisons des gens. Notre ami a été réveillé par un groupe de policiers lui posant des questions sur son identité. Ils ont continué ensuite à fouiller dans la zone entière. Ils n'ont montré aucun mandat de perquisition malgré des demandes répétées et ont donné des raisons contradictoires à leur intrusion.

À un moment, ils ont prétendu avoir reçu un appel à propos d'une femme kidnappée et retenue ici contre son gré. La police ne voyait rien d'inapproprié à l'heure matinale de leur intrusion. Ils ont posé des questions sur comment on vivait ici. Ils ont prétendu être en reconnaissance, et ont passé une heure sur l'espace de ROD. Ils ont finalement quitté ROD.

Plus tard, vers 8h, deux officiers de police en uniforme sont remontés vers la porte B et ont demandé qu'elle soit ouverte. Ils ont dit que notre présence était illégale, mais n'ont donné aucune raison à leur présence. Ils sont partis après qu'on leur ait demandé un mandat judiciaire.

Vers 9h20, près de 15 officiers de police sont arrivés à ROD. Cette fois, un des jardiniers leur avait ouvert le portail C. Ils ont pris les identités de toutes les personnes présentes et ont posé une fois de plus des questions sur le nombre de personnes vivant là, le rythme de vie, Cette fois, ils ont dit qu'ils devaient venir pour compter le nombre de personnes sans domicile.

À 15 heures, la police s'est à nouveau montrée. Cette fois, ils étaient 5, avec un grand carnet. Ils ont interrogé agressivement les jardinièr.e.s, leur faisant répéter leurs propos à maintes reprises, poussant à un interrogatoire irrégulier. Ils n'ont donné aucun fondement juridique, aucune information. Ils ont reniflé autour pendant environ une demi-heure, et sont ensuite partis. Les jardinièr.e.s de ROD ne céderont pas aux pressions des autorités. Nous allons continuer nos activités malgré la répression que nous subissons. Nous vous invitons tou.te.s à visiter ROD et prendre part à nos activités. On ne nous fera pas taire.

La terre à ceux qui veulent la travailler !

les jardinièr.e.s de ROD

Non à la destruction des Jardins ROD !

Varsovie, 10 Août 2016

Les jardins et le collectif de ROD sont actuellement sérieusement menacés par l'investisseur Dom Development. Dom Development nous a donné dix jours avant d'entamer la destruction d'une grande partie du terrain comprenant entre autres une salle de séjour, un atelier ainsi qu'une éolienne. Cette éolienne, qui nous fournit en électricité, a été construite par un groupe d'artistes internationaux notamment lors d'ateliers sur les énergies renouvelables.

La démolition de cette éolienne est ordonnée par le PINB (autorité responsable des permis de construire). Cependant, la décision de couper les arbres, détruire les bâtiments et les jardins afin de rendre l'espace inutilisable est celle de Dom Development.

Il y a peu d'endroits à Varsovie où l'on peut s'informer sur le marché global alimentaire et ses impacts. Il est important que des groupes tels que ROD, qui promeuvent l'idée d'indépendance alimentaire et énergétique ainsi que d'auto-gouvernance locale, existent.

Les plans d'urbanisation et de développement (tels que dans le quartier de Mokotów où se trouvent les jardins) se disent progressifs en ce qu'ils offrent des logements pour une population en croissance. Leur priorité est cependant plutôt la construction de bureaux et d'espaces commerciaux dont la conséquence est l'éradication des dernières terres saines et communautaires de la ville.

L'urbanisation n'est pas le progrès !

Nous nous opposons à la destruction irresponsable de ces jardins !

Nous exigeons que les terrains de ROD soient préservés !

Reclaim the Fields Polska, ROD Collectif

Chronologie :

Ci-dessous la chronologie des événements en rapport avec l'arrestation des 3 anarchistes, et en italique, les événements qui ont pris place dans l'hystérie médiatique, et qui ont favorisé l'introduction de la nouvelle loi anti-terroriste.

23 mai 2016

Selon la version de la police :

3h30, Varsovie, Pologne, quartier de Wlochy : arrestation par la police de 3 anarchistes. Ils sont accusés de possession d'explosifs, avec intention de les utiliser - sur une voiture de police.

4h20, Varsovie, ROD (Jardins Ouvriers Radicaux) :

6 flics en civil rentrent dans la zone de ROD, fouillent la zone sans papiers du tribunal, questionnent les résidents, donnent des raisons contradictoires pour justifier leur intrusion.

8h00, Varsovie, Rod :

2 officiers en uniforme demandent la permission d'entrer dans Rod, et se retirent quand on leur demande un ordre de la cour.

9h20, Varsovie, Rod :

15 officiers en uniforme rentrent dans la zone à cause d'un voisin, notent les personnes qui sont sur zone, posent des questions, et donnent des raisons contradictoires pour justifier leur intrusion.

Autour de 12h00, Varsovie :

La police arrive au domicile d'un des détenus (ils viennent avec lui). Notre camarade n'a pas de marques visibles.

15h00 : Varsovie, Rod,

5 officiers de police posent des questions aux résidents de Rod, et ne donnent pas de raisons à leur intrusion.

Autour de 15h00, Varsovie :

la police cherche le domicile d'un autre détenu.

15h00, Varsovie, Place de l'Europe, siège social de Frontex :

l'agence européenne de contrôle des frontières est évacuée suite à une alerte à la bombe. Au même moment, une manifestation en commémoration de Maxwell Itoya, assassiné par la police en 2010, était prévue. La manif a été annulée, et l'alerte a été déclarée fautive.

Autour de 17h00, Varsovie :

la police revient dans la maison où ils étaient à 12h00, cette fois sans notre camarade.

24 mai : bureau du procureur :

premier interrogatoire des détenus dans le bureau du procureur local. Des traces de coups et de torture sont visibles sur leur corps. L'avocat est sur place mais n'a pas la possibilité d'avoir une conversation privée avec les détenus.

25 mai : Varsovie, tribunal local :

pendant la mise en accusation au tribunal, l'accusation décide de maintenir les détenus en prison pour 3 mois.

15h00, Varsovie :

Conférence de presse de la police, le premier article de presse reprend les mots du porte parole de la police, qui décrit ces actions comme "ne sont pas loin de les appeler des actes de terreur". Sur les photos de presse, un détenu, qui a des marques visibles de coups au visage, est montré uniquement de dos.



18h00, Varsovie, devant le

commissariat principal :

conférence de presse et déclaration des collectifs anarchistes de Varsovie.

26 mai : Poznan :

la section de la fédération anarchiste de Poznan édite une déclaration sur les violences policières et les arrestations d'activistes du mouvement anarchiste.

Dans toute la Pologne :

lettre ouverte à propos de l'arrestation des 3 anarchistes à Varsovie <http://syrena.tk/>

Olsztyn, Varsovie :

fausses alertes à la bombe dans les locaux de TPV (chaîne de tv nationale), radio Olsztyn, le local éditorial des journaux de "Fakt" et "Przegląd Sportowy", le siège de Stock Exchange, le conseil national de radio et télévision, TVP Wrocław.

28 mai 9h30, Cracovie :

4 officiers de police fouillent le domicile d'un membre de la fédération anarchiste section Cracovie, et activiste du syndicat d'initiative des travailleurs (Związku Zawodowego Inicjatywa Pracownicza), qui a créé un événement facebook appelé « Prenez garde. On a 2 bouteilles et un carton », faisant de l'ironie à propos de l'arrestation des 3 anarchistes à Varsovie. La police prétend qu'il fait la promotion du terrorisme. En dépit de l'absence de mandat, la police fouille son domicile et embarque son téléphone portable et son ordinateur.

30 mai : Une série de fausses alertes à la bombe, entre autres :

Katowice : centre ville de silesia, bureau de la douane, chambre du trésor, l'institut national du souvenir, bureau du procureur, le bureau du libre échange et de la protection des consommateurs, la filiale de Katowice de la direction générale des routes et autoroutes, des bureaux de Korfantego Street, le siège de TVP Katowice ;

Cracovie : bureaux sur Szczepanski Square, galerie Kazimierz mall, Tesco de Kapelanka ;

Gdansk : bureau du procureur à Pruszcz Gdanski, une clinique proche, le centre commercial

« Madison », le centre commercial « Cliff »

Wroclaw : TVP Karkonska av., office des impôts à Powstancow Slaskich, office des douanes à Herzena ;

Varsovie : hôtels et bureaux dont ceux du OCCP et Frontex.

2 juin : Varsovie, Rod

Un policier à Rod, avec une liste des gens notés le 23 mai, interroge les résidents. À la question pourquoi et la base légale de son intrusion, il répond qu'il viendra toutes les semaines voir si tout est ok.

4 juin : Varsovie :

une déclaration de plusieurs anarchistes à propos des événements récents à Varsovie a été publiée.

8 juin : 18h00 Wroclaw :

rassemblement contre l'état policier

14 juin : Varsovie :

premier interrogatoire après le changement de procureur. À partir de maintenant c'est un procureur national, du département du crime organisé et de la corruption qui est chargé de l'affaire.

18 juin : Varsovie, Syrena :

2 flics en civil entrent dans le squat Syrena, ils se font démasquer par les résidents et se retirent.

20 juin : Poznan :

« stop à la violence policière ! » rassemblement devant le tribunal.

2 juillet : Varsovie :

rassemblement solidaire avec les inculpés devant la prison.

4 juillet :

Les 3 détenus ont été transférés à la prison de Radom, une autre ville de Pologne. Ce qui veut dire que les visites vont être plus compliquées. Tous devaient voir leur famille cette semaine. Les familles vont devoir refaire des demandes de visite.

4h00 : Biala Podlaska :

2 flics entrent dans la « zone d'espace indépendant » EL4. Quand ils sont entrés dans l'immeuble, ils ont commencé à fouiller. Ils ont noté les identités de 4 personnes qui étaient là et ont posé des questions sur des sujets variés. Ça a duré 1 heure. Nous pensons que cette invasion de la police est liée à des actions politiques qui ont eu lieu la nuit du 3/4 juillet à Biala Podlaska.

12 juillet :

Le bureau central d'investigation informe qu'une action anti terroriste à été menée dans 12 villes de Pologne. 14 personnes arrêtées, 3 avec des charges. Les accusations sont possession d'explosifs et de drogues.

18 août :

Le tribunal décide de maintenir les 3 anarchistes en détention 3 mois supplémentaires. Tous sont en cellule individuelle et traités comme les prisonniers « les plus dangereux ».

Ce dont nous avons besoin maintenant c'est une forte solidarité avant les prochaines attaques contre les prisonniers du gouvernement !

Nous appelons à des actions de solidarité dans d'autres villes.

**On se laissera pas intimider !
Liberté pour les 3 de Varsovie et les autres prisonniers d'état !
Nous avons besoin d'actions solidaires !**

Écrire aux prisonniers :

Pour le moment, le contact avec les prisonniers est difficile. Vous pouvez envoyer des lettres par email à wawa3@riseup.net, on les transmettra dès que c'est possible.

Vous pouvez aussi aider financièrement, pour payer les avocats ou pour aider financièrement les détenus :

Détenteur du compte: VpKK e.V.

IBAN: DE 4085 0205 0000 0361 5700

BIC: BFSWDE33DRE

Bank für Sozialwirtschaft

Note \ Tytuł: Donation ABC Warsaw \ ACK Warszawa



On a besoin de soutien et d'actions de solidarité internationale !

Pour recevoir plus d'infos ou faire un don, visitez :

wawa3.noblogs.org

<https://resiste.squat.net/>

